



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de santé des armées  
Direction des approvisionnements en produits de santé des armées  
Plateforme achats finances santé**

*DIVISION ACHATS  
SECTION SERVICES ET MAINTENANCE DES STRUCTURES MEDICALES*

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**N° DAF\_2025\_000275/PFAF-S/ACH/ SMSM du 06/02/2025**

Relatif à

**« MAINTENANCE TECHNIQUE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT D'AIR ET DE  
CLIMATISATION AU PROFIT DE L'HIA CLERMONT-TONNERRE DE BREST »**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – DESIGNATION DES INSTALLATIONS A ENTRETENIR.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>3</b>
3.1    OPERATIONS AU TITRE DU FORFAIT .....	3
3.1.1    Maintenance préventive .....	3
3.1.2    Maintenance corrective .....	4
3.2    OPERATIONS HORS FORFAIT (PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES).....	5
3.2.1    Périmètre .....	5
3.2.2    Modalités des prestations supplémentaires .....	6
3.2.3    Mise en conformité.....	6
3.2.4    Conditions particulières .....	6
<b>PLAN DE PROGRES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 4 – OBLIGATION DES PARTIES .....</b>	<b>8</b>
4.1    OBLIGATIONS DE L'HIA CT .....	8
4.2    OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	9
4.2.1    Inventaire de départ et d'arrivée .....	9
4.2.2    Moyens mis en œuvre .....	9
<b>ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE .....</b>	<b>10</b>
5.1    DOCUMENTATION TECHNIQUE .....	10
5.2    COMPTE-RENDUS .....	11
5.3    REUNIONS DE COORDINATION .....	12
5.4    DEFINITION DU PERSONNEL.....	13
5.5    PLAN DE PREVENTION.....	14
<b>ARTICLE 6 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ET DELAIS D'INTERVENTION.....</b>	<b>14</b>
6.1    MAINTENANCE PREVENTIVE .....	14
6.1.1    Opérations de maintenance préventive .....	14
6.1.2    Programmation .....	14
6.2    MAINTENANCE CORRECTIVE .....	15
6.2.1    Opérations de maintenance corrective .....	15
6.2.2    Durée d'indisponibilité.....	15
6.3    FOURNITURES ET PIECES DETACHEES.....	16
6.4    CONTROLE D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	16
<b>ARTICLE 7 – AUTORITES AYANT LE POUVOIR D'AUTORISER LES INTERVENTIONS.....</b>	<b>16</b>

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ**

Le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) a pour objet la réalisation de prestations de maintenance préventive et corrective en vue d'assurer le bon fonctionnement des installations de traitement d'air et de climatisation de l'hôpital d'instruction des armées Clermont Tonnerre (HIA C-T) de Brest.

Il impose au titulaire une obligation de résultat en termes de disponibilité des équipements et des matériels ainsi que du fonctionnement des installations citées ci-dessous.

Le titulaire garantit un taux de disponibilité des installations de 98 % sur une année civile, calculé hors indisponibilités planifiées et validées par l'HIA.

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicable dans les prestations de maintenance des systèmes de traitement d'air et de climatisation.

En complément de la maintenance préventive et curative et dans le cadre de la réalisation d'économie d'énergie, le pouvoir adjudicateur souhaite réaliser des travaux de maintenance sur ses installations et bénéficier de la vente de ses certificats d'économie d'énergie (CEE).

Le titulaire aura la possibilité de valoriser ces CEE en tant qu'obligé ; dans le cas contraire l'acheteur fera appel à un autre prestataire.

La répartition des CEE sera la suivante :

- 70% pour l'HIA
- 30% pour le titulaire

Les parties (Titulaire et acheteur) s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché. Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un **plan de progrès** (cf article 4 du présent CCTP).

## **ARTICLE 2 – DESIGNATION DES INSTALLATIONS A ENTREtenir**

Le titulaire aura à assurer la maintenance préventive et corrective des installations de traitement d'air et de climatisation dont la liste des matériels et équipements est citée en **annexe 1 de ce C.C.T.P.**

Le nombre d'appareils ou installations à entretenir pourra être modifié en cours de marché par avenant.

## **ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRESTATIONS**

Les prestations de maintenance sont destinées à maintenir l'ensemble des installations de traitement d'air et de climatisation dans des conditions de sécurité, de fonctionnement, et de propreté optimale conformément à la réglementation en vigueur.

Notamment la norme **NF EN 16798-3:2017** définissant les **exigences de performances** pour les systèmes de **ventilation** et de **conditionnement d'air** dans les bâtiments non résidentiels, excluant les applications industrielles.

### **3.1 OPERATIONS AU TITRE DU FORFAIT**

#### **3.1.1 Maintenance préventive**

Les visites et interventions de maintenance préventive systématique ont pour but, d'exécuter diverses actions à des intervalles prédéterminés, dans l'objectif de réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement des installations. Le détail de la périodicité des interventions souhaitée est établi en **annexe 3 du CCTP**.

\*la main d'œuvre et le déplacement sont inclus dans le forfait de maintenance préventive

\* la main d'œuvre et le déplacement seront à chiffrer dans le devis pour le hors forfait

PRESTATIONS	INCLUS AU FORFAIT *	HORS FORFAIT **
Déplacement, main d'œuvre dans le cadre de la maintenance préventive	X	
Les pièces détachées et matériels remplacées-dont le coût unitaire est inférieur ou égal à 600 € HT (hors main d'œuvre)	X	
Les pièces détachées et matériels remplacées-dont le coût unitaire est supérieur à 600 € HT (hors main d'œuvre)		Sur devis
Filtres prévus pendant la maintenance préventive quelques soit la valeur  Les filtres autre que les filtres absolus seront remplacés au minimum une fois par an, cela peut être plus si au cours de la visite de la maintenance préventive apparait une nécessité de remplacement de ces derniers ; Par contre les filtres absolus seront remplacés une fois sur 4 ans (pendant la durée de vie du marché).	X	
Fluides frigorigènes dont la valeur par opération est inférieure ou égal à 600 € HT	X	
Fluides frigorigènes dont la valeur par opération est supérieure à 600 € HT		Sur devis
Gestion des déchets	X	
Consommables et fongibles	X	
La mise à jour des plans, schémas, notices techniques et programmes informatiques	X	
Frais administratifs	X	

**Remarques :** la liste des fréquences de prestation en annexe 3 du CCTP n'est ni figée, ni exhaustive.

### 3.1.2 Maintenance corrective

Les interventions qui ressortent de la maintenance corrective sur du matériel ont pour objet la remise en état à titre définitif ou provisoire dans lequel il peut accomplir une fonction requise.

\*la main d'œuvre et le déplacement sont inclus dans le forfait de maintenance préventive

\*\* la main d'œuvre et le déplacement seront à chiffrer dans le devis pour le hors forfait

PRESTATIONS	INCLUS AU FORFAIT *	HORS FORFAIT **
Déplacement, main d'œuvre dans le cadre de la maintenance corrective toute intervention effectuée 365 jours par an, 24h/24h	X	
Les pièces détachées et matériels remplacées-dont le coût unitaire est inférieur ou égal à 600 € HT	X	
Les pièces détachées et matériels remplacées-dont le coût unitaire est supérieur à 600 € HT		Sur devis
Filtres prévus pendant la maintenance corrective	X	
Fluides frigorigènes dont la valeur par opération est inférieure ou égal à 600 € HT	X	
Fluides frigorigènes dont la valeur par opération est supérieure à 600 € HT		Sur devis
Gestion des déchets	X	
Consommables et fongibles	X	
La mise à jour des plans, schémas, notices techniques et programmes informatiques	X	
Frais administratifs	X	

**Nota 1 :** le montant de 600,00 € HT correspond à une seule et même pièce indissociable. Si un ensemble de pièces liées entre elles devait être remplacé, seules les pièces indivisibles dont le coût dépasse 600,00 € HT seront prises en compte dans le devis au niveau de la fourniture.

**Nota 2 :** Le titulaire du marché prend en charge les déchets qu'il génère (chiffons, batterie, cartes électroniques, matériel défectueux, etc.) et procède lui-même à son évacuation du site et son élimination le cas échéant. Pour les déchets spécifiques, un bordereau de suivi de déchets sera établi et devra IMPERATIVEMENT être entièrement complété et fourni dans les 2 mois suivant l'intervention.

## 3.2 OPERATIONS HORS FORFAIT (PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES)

### 3.2.1 Périmètre

Il s'agit de prestations commandées hors forfait, soit de maintenance, soit de travaux complémentaires après validation d'un devis.

#### Sont concernées les prestations suivantes :

Pour les prestations suivantes, **la main d'œuvre et les frais de placement ne sont pas compris dans les forfaits de maintenance préventive et corrective, ils devront être chiffrés en complément du matériel :**

Pour rappel, doit être appliqué un coefficient de marge sur les pièces détachées et matériel supérieur à 600 € HT (cf. III de l'annexe 2 de l'AE)

PRESTATIONS	HORS FORFAIT
Le remplacement de pièces détachées et/ou de matériels au titre de la maintenance préventive et corrective, lorsque leur coût unitaire est supérieur à 600 € HT	Sur devis
Les filtres pour la maintenance corrective lorsque leur coût unitaire est supérieur à 600 € HT	Sur devis
Les recharges de fluides frigorigènes (si le montant dépasse 600 euros HT) par opération dans le cadre de la maintenance préventive et corrective ;	Sur devis
<b><u>La fourniture et la pose des compteurs d'énergie</u></b>  Dans le cadre du contrôle et de la maîtrise de la consommation d'énergie, le titulaire devra utiliser en priorité les appareils existants (compteurs des concessionnaires, compteurs divisionnaires, etc.). Cependant, le titulaire pourra faire des propositions de mise en place d'équipements définitifs ou temporaires (locations) fixes ou mobiles, lors de la revue de lancement de marché.  Cette action, sera arrêtée en commun et ne devra pas entraîner de dépenses significatives par rapport aux gains attendus	Sur devis
<b><u>Les travaux sur les installations visant à améliorer les performances qualitatives et quantitatives ou dans le but d'une mise en conformité (mise aux normes techniques de l'installation), les travaux de modification ou d'extension éventuelle des installations</u></b>  Ainsi afin d'améliorer la fiabilité et la qualité du service ou sur sa propre initiative, dans un but de standardisation, le titulaire peut apporter des modifications aux appareils. Ces dernières sont réalisées après accord écrit de l'H.I.A. Clermont-Tonnerre, sous l'entière responsabilité du titulaire.	Sur devis
<b><u>Des interventions de réparation, suite à un sinistre non imputable au titulaire, ayant endommagé le matériel ; ces réparations seront mises en œuvre, consécutivement à un devis préalablement validé par l'HIA ;</u></b>  Lors de l'établissement de la fiche de contrôle d'entretien, du rapport de visite et lors des réunions de coordination, le titulaire peut formuler des propositions d'intervention non couvertes par le forfait. Il peut en outre indiquer les conséquences éventuelles d'une décision négative. Il donne tout conseil qu'il juge utile sur l'utilisation du système et des améliorations à apporter.	Sur devis

Travaux pour toutes type améliorations technique (nouvelle technologie, cartographie, optimisation du réseau ...) y compris dans le cadre du plan de projet	Sur devis
Remplacement d'équipements défectueux	Sur devis
Diagnostic et propositions dans le cadre du plan de projet	Sur devis

### 3.2.2 Modalités des prestations supplémentaires

Le titulaire transmet par mail confirmée par courrier à l'hôpital un **devis détaillé** indiquant notamment :

- L'installation concernée ;
- Le matériel en cause ;
- L'organe défectueux si nécessaire ;
- Le temps estimé de l'intervention, le nombre d'agents affectés à celle-ci. L'estimation financière respecte les frais de déplacement contractualisés, le taux horaire et le coefficient de marge (**annexe 2 à l'acte d'engagement**), cependant concernant la maintenance préventive et corrective, les frais de main d'œuvre et de déplacement sont compris dans le forfait ;
- L'intitulé exact de la pièce à remplacer avec son prix unitaire sur un devis de type « pro-forma ».
- Dans le cas de travaux valorisant les certificats d'énergie, le titulaire chiffrera en supplément le coût de la préparation du dossier administratif.

Tous devis ne respectant pas le formalisme ne sera pas accepté.

Après acceptation du service d'ingénierie hospitalière, un bon de commande sera émis pour exécution.

Toutefois, dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent. Il en informe le responsable désigné dans les plus brefs délais.

### 3.2.3 Mise en conformité

Le titulaire s'engage à ne pas s'opposer à la mise en conformité des installations concernées, si de nouvelles normes ou réglementations intervenaient postérieurement à la date de prise d'effet du marché.

Dans le cas où de nouvelles dispositions obligatoires interviendraient, le titulaire devra aviser, par écrit avec accusé de réception ou contre récépissé, le service d'ingénierie hospitalière de leur éventuel coût de réalisation. Si ce dernier ne donne pas expressément son accord pour réaliser la mise en conformité, la responsabilité du titulaire sera dérogée.

Sous réserve que l'installation et les locaux visés ci-dessus restent conformes à cette réglementation, le titulaire est responsable de la bonne observation des règlements de sécurité et de la lutte contre la pollution atmosphérique et contre la pollution des eaux.

### 3.2.4 Conditions particulières

La responsabilité du titulaire est dérogée si et seulement si le prestataire avait signalé au préalable soit dans son rapport d'intervention, soit par mail un quelconque défaut ou un besoin d'adaptation de l'installation à prendre en compte ou en cas de circonstances exceptionnelles.

## **PLAN DE PROGRES**

En complément de la maintenance préventive et curative et dans le cadre de la réalisation d'économie d'énergie, le pouvoir adjudicateur souhaite réaliser des travaux de maintenance sur ses installations et bénéficier de la vente de ses certificats d'économie d'énergie (CEE) auprès d'un obligé, le titulaire.

Dans le cas où le titulaire ne serait pas l'obligé, l'acheteur traitera cette demande avec un autre prestataire.

Les parties (Titulaire et Pouvoir adjudicateur) s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché. Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès dans un délai de 1 an après la notification du marché.

Le plan de progrès élaboré conjointement par les parties précise les points suivants :

### **1) Les objectifs et indicateurs de mesures associés :**

Axe 1 : Technique : remplacement de matériel moins énergivores

Axe 2 : Financier : rachat des certificats d'économies d'énergies

<b><u>Axe de progrès</u></b>	<b><u>Objectif</u></b>	<b><u>Indicateurs</u></b>
Gain financier	Le titulaire s'engage à réduire d' <b>au moins 8 %</b> la consommation énergétique globale des installations sur la durée du marché, mesurée via les compteurs existants (ou nouvellement posés avec accord de l'HIA).	Résultats des bilans de consommations 1 AN après les travaux

### **2) Les actions à la charge du titulaire :**

#### **Diagnostic et propositions :**

À la date anniversaire du présent marché, le titulaire mènera les études préalables (diagnostic), quantifiera le potentiel KWh cumac qu'il pourra générer.

Il présentera au pouvoir adjudicateur un projet détaillant les objectifs qu'il est en mesure d'atteindre, les actions et les ressources nécessaires afin d'élaborer conjointement un plan de progrès permettant la réalisation des axes de progrès ciblés. Ce plan d'actions précisera également les rôles et responsabilités des acteurs, les modalités de pilotage et d'évaluation.

Il sera fait la présentation annuelle d'un **plan d'actions correctives** intégrant au choix : réglages fins, remplacement de composants énergivores, utilisation de fluides frigorigènes à faible PRG.

La priorité est donnée aux solutions **éligibles aux CEE** (Fiches IND-UT-114 et suivantes du ministère de la Transition

Chaque mesure proposée ainsi que le plan d'ensemble seront soumises à la validation du maître d'ouvrage. Chaque mesure sera détaillée du point de vue de son impact en terme de KWh économisé, de son coût ainsi que ses avantages et inconvénients dans sa mise en œuvre sur le site.

Un récapitulatif de l'ensemble des mesures et des impacts générés pour l'ensemble des mesures regroupées en plan de progrès sera également présenté.

L'absence ou le retard de fourniture de ces données, par rapport aux prescriptions du CCTP, feront l'objet de pénalités prévues à l'article 4.2 du CCAP.

#### **Travaux :**

Après validation des axes de progrès, le titulaire réalisera les travaux après réception du bon de commande.

## **Dossier de demande de CEE :**

L'obligé (le titulaire) monte le dossier de demande de CEE, incluant l'accord du porteur du projet. L'obligé qui dépose la demande obtient sur le registre les CEE correspond au projet.

L'Obligé verse au Bénéficiaire le montant de la Contribution Financière dans les conditions prévues à l'Article 4.3 du CCAP.

## **Bilan :**

L'économie réalisée est évaluée à l'issue d'une période de 12 mois après travaux suivant l'adoption du plan de progrès.

### **3) Les actions à la charge du pouvoir adjudicateur :**

Le plan de progrès, validé par les parties (Obligé et pouvoir adjudicateur), formalisé dans le cadre d'un échange dès lors qu'il ne modifie pas les stipulations du contrat.

Le plan de progrès est sous la responsabilité conjointe du pouvoir adjudicateur et du titulaire qui assurent les missions suivantes :

- L'élaboration, la coordination du plan de progrès et la garantie de la cohérence technique, organisationnelle et capacitaire en s'appuyant sur le référent « plan de progrès » ;
- La priorisation des axes de progrès en s'appuyant sur les attentes des utilisateurs ;
- La validation officielle du plan de progrès par courrier, puis sa diffusion aux acteurs ;
- Le suivi de la réalisation du plan de progrès.

### **4) Suivi et pilotage du plan de progrès**

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir trimestriellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial et détaillant les points suivants :

- ✓ Indicateurs de performance énergétique (kWh/m², SCOP)
- ✓ Taux de réalisation des préconisations du plan de progrès
- ✓ Gains financiers issus des CEE (répartis à 70 % pour l'HIA / 30 % pour le titulaire)

## **ARTICLE 4 – OBLIGATION DES PARTIES**

### **4.1 OBLIGATIONS DE L'HIA CT**

**Le service d'ingénierie hospitalière assurera le suivi de l'exécution des prestations et sera chargé des relations avec le titulaire.**

Les modifications techniques peuvent être apportées aux installations et notamment aux circuits de distribution par l'HIA C-T, à la condition que le titulaire en ait été préalablement informé par courriel ou courrier.

Lors de modifications importantes, ne pouvant être entreprises que par le service d'infrastructure du ministère de la défense (ESID), l'HIA C-T s'engage à avertir le titulaire et à le convier lors des modifications pour prise en compte des travaux.

L'HIA C-T veille à assurer les conditions de sécurité réglementaires des représentants du titulaire lors des prestations de maintenance. Elle doit laisser en outre, le libre accès de tous les locaux dans l'exécution de la prestation. L'HIA s'engage à faire accompagner le titulaire le cas échéant, par un personnel hospitalier dans certains locaux techniques ou dans le cadre de l'exécution de la prestation sur des matériels spécifiques.

L'HIA C-T s'interdit d'utiliser à d'autres fins les locaux et installations mis à la disposition du titulaire.

L'HIA C-T assure à ses frais la fourniture d'eau, d'électricité nécessaire à la bonne marche des installations.



L'HIA C-T s'engage à fournir à l'entreprise tous les documents techniques utiles en sa possession et afférents aux installations.

## 4.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 4.2.1 Inventaire de départ et d'arrivée

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des matériels et des installations dont il doit assurer la maintenance. Il est ainsi réputé connaître les installations et renonce à faire état de difficultés provenant de la qualité ou de la quantité de matériels et équipements dans le but de faire modifier la nature ou le montant de ces prestations.

**Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements est établi par le titulaire :**

- dans les trente (30) jours à compter de la date de notification ;
- dans les trente (30) jours précédents la date de fin d'exécution du marché.

**Ainsi, le titulaire ne peut se prévaloir d'une quelconque méconnaissance des installations à maintenir, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif (état général des installations).**

Les prestations à exécuter concernent l'ensemble des installations désignées en **annexe 1 du CCTP**.

### 4.2.2 Moyens mis en œuvre

Le titulaire s'engage à disposer de tous les moyens nécessaires humains, matériels et organisationnels pour assurer les engagements du présent marché en tout temps et en toutes circonstances.

En aucun cas, le titulaire ne pourra demander à l'HIA de lui fournir du personnel pour l'exécution de ses prestations.

Compte tenu de l'importance et de la criticité des installations pour l'HIA, le titulaire devra justifier d'une représentation suffisante, lui permettant, d'apporter la réactivité nécessaire au maintien opérationnel des installations dans les délais prévus au § 6.2.2 du CCTP.

Avant toute intervention, le technicien du titulaire doit s'adresser au service d'ingénierie hospitalière (à l'officier de permanence, en dehors des jours et heures ouvrables). Le personnel intervenant doit se conformer strictement aux prescriptions de l'HIA.

Le service d'ingénierie hospitalière se réserve le droit d'interdire sans indemnité, l'accès de l'établissement et de ses dépendances aux techniciens, ainsi qu'aux personnels d'encadrement, jugés indésirables ou ne donnant pas satisfaction. Le titulaire s'engage à retirer, sur simple demande du service d'ingénierie hospitalière, tout technicien qui contreviendrait aux prescriptions ci-dessus.

En début d'exécution du présent marché, le titulaire doit remettre à l'HIA une liste indiquant les noms et titre qualitatif du chargé d'affaires ou de son remplaçant ainsi que ceux des techniciens qui interviendront sur les installations. Cette liste doit être tenue à jour et toute modification pouvant y être apportée, doit être signalée au service d'ingénierie hospitalière.

Le personnel du titulaire doit obligatoirement porter une carte d'identité, un badge ou un vêtement professionnel indiquant clairement son appartenance à l'entreprise. En cas contraire, la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP pourra être appliquée. Il se conformera à toute procédure d'identification et de contrôle mise en place concernant l'intervention des entreprises sur le site de HIA.

Le titulaire s'assurera que le personnel dispose des habilitations nécessaires, des contrôles seront effectués.

**La durée des interventions doit être aussi réduite que possible. Celles-ci seront effectuées sans que le fonctionnement des différents services hospitaliers soit interrompu ; des dispositions particulières pourront être mises en place pour des secteurs sensibles (bloc opératoire, IRM, etc.).**

Les visites de maintenance préventive programmées en commun accord, ne doivent pas conduire à une indisponibilité des équipements durant les heures d'occupation normales des locaux concernés. Si tel est le cas, ces interventions devront obligatoirement être programmées sur des créneaux de fermeture des installations.

Le titulaire est tenu d'utiliser son propre outillage, son matériel et d'être en possession de l'outillage spécifique relatif à l'installation, pour exécuter les prestations qui lui sont demandées et être également titulaire des habilitations électriques et autres qualifications requises.

Le titulaire ne devra considérer aucune intervention de dépannage comme une visite périodique et par-là même s'y substituer. Si le titulaire a la possibilité que la visite pour une intervention de dépannage soit exécutée le même jour qu'une visite périodique, sans détériorer la prestation, il se doit de faire ces visites ensemble sans facturer le coup d'un forfait déplacement supplémentaire. Les deux interventions donnant lieu à des compte rendu séparé.

**Le titulaire doit être en possession du stock de pièces détachées de rechange d'origine homologuées et garanties tel que mentionné à l'annexe 3 de l'acte d'engagement et validé lors de la revue de lancement.**

Il doit garantir à l'HIA, l'approvisionnement de tous les éléments de matériel nécessaires à l'entretien et à la maintenance de chacune des installations concernées par le présent marché pendant toute la durée de celui-ci.

Le titulaire doit signaler par écrit au service d'ingénierie hospitalière les incidents prévisibles, dès qu'il peut les déceler, en indiquant clairement les conséquences que pourrait entraîner le refus de l'hôpital de prendre en compte la dépense afférente aux travaux nécessaires, dans le cas où ceux-ci seraient à sa charge.

Le titulaire est tenu de communiquer au service d'ingénierie hospitalière tous les conseils utiles au bon fonctionnement des matériels, ainsi que ceux relatifs à la réglementation en vigueur. A ce titre, il devra effectuer la veille réglementaire applicable aux prestations requises dans le cadre du présent marché.

Le titulaire devra suivre et appliquer la réglementation relative aux fluides et installations frigorigènes. Si ce dernier ne donne pas expressément son accord pour réaliser la mise en conformité, la responsabilité du titulaire sera dégagée.

Le titulaire s'engage à fournir annuellement un bilan technico-économique complet des installations au représentant désigné du service ingénierie hospitalière. Il s'engage également à fournir un historique des appels sur les six derniers mois ou l'année complète sur simple demande du service d'ingénierie hospitalière et comportant au moins les renseignements définis à l'article 5.2 du présent CCTP.

**Dans le cas contraire, il s'exposerait à l'application des pénalités telles que mentionnées à l'article 4.2 du CCAP.**

Le titulaire doit participer au respect de l'environnement (récupération et recyclage en conformité avec la législation). En particulier, il doit évacuer lui-même toutes les pièces, les composants, les fluides et ingrédients qu'il a dû échanger ou remplacer lors de son intervention.

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur en matière d'environnement et notamment quant à l'utilisation, la récupération et la destruction des fluides frigorigènes (articles R 543-75 à 123 du code de l'environnement).

L'HIA peut, à tout moment, faire effectuer un contrôle technique des installations et faire procéder à toutes vérifications de celles-ci par un organisme de son choix. Les résultats de ces démarches pourront être communiqués au titulaire qui devra remédier, à sa charge, à toutes les anomalies et non-conformités constatées.

## **ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE**

### **5.1 DOCUMENTATION TECHNIQUE**

La documentation disponible à l'hôpital (historiques, notices techniques, synoptiques, plans) est à la disposition du titulaire.

En contrepartie, le titulaire est chargé de la tenir à jour et d'enregistrer toutes les modifications. Le titulaire s'engage à respecter les procédés en matière de mise à jour et d'enregistrement de modifications qu'elle aura décrit au point « critère 2 – sous-critère 2.2 - 2 » du cadre de réponse technique (GMAO, télégestion ...).

Après toute modification des installations effectuée dans le cadre du présent marché, le titulaire doit, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception des travaux (acceptation du procès-verbal de travaux), mettre à jour les plans et schémas des installations et transmettre par écrit au service d'ingénierie hospitalière un exemplaire de ces plans modifiés.

L'ensemble de la documentation qui est propriété de l'administration doit rester à son entière disposition sur le site.

## 5.2 COMPTE-RENDUS

Le titulaire devra remplir les documents suivants :

↳ **La fiche de contrôle d'entretien** : sur laquelle figure le bâtiment, l'étage, le numéro de la pièce, la nature et l'objet de chaque intervention, les dates et heures d'émargement de son personnel et le visa du service d'ingénierie hospitalière de l'H.I.A. Ces fiches indiquent :

- Les remarques éventuelles liées à l'usure et aux risques de dégradation ;
- Les mesures prises pour réparer le cas échéant (lors des visites de maintenance préventive) ;
- Les réponses aux réclamations du service d'ingénierie hospitalière.

Le titulaire s'engage à respecter le modèle présenté au point « critère 2 – sous-critère 2.2 - 1.3 » du cadre réponse technique, à le compléter après chaque intervention, à le remettre au SIH (ou à l'officier de permanence, aux heures non ouvrables).

Les dépannages effectués en dehors des jours et heures ouvrables seront détaillés sur une fiche d'intervention (identique à la fiche de contrôle d'entretien décrite ci-dessus) par le technicien du titulaire et signée par l'officier de permanence de l'hôpital, seul habilité à demander l'intervention et à signer ce document.

L'ensemble de ces fiches seront classées dans un registre d'entretien réglementaire des installations de ventilation, conditionnement d'air, et climatisation ;

### ↳ **Le dossier de maintenance préventive des installations :**

Le titulaire s'engage à respecter le modèle présenté au point « critère 2 – sous-critère 2.2 - 1.3 » du cadre de réponse technique qui sera éventuellement modifié après accord du titulaire et de l'HIA, lors de la revue de lancement de marché. Ce modèle devra comporter à minima les informations mentionnées ci-dessous.

<b>Bâtiment N – étage N- Localisation – Type d'installation- Description du matériel</b>	
Liste des opérations effectuées	Périodicité
- identité de l'installation et son emplacement	<b>Voir annexe 1 du CCTP</b>
- caractéristiques principales	<b>Voir annexe 1 du CCTP</b>
- descriptif technique	<b>Voir annexe 1 du CCTP</b>
- liste et fréquence des interventions	<b>Voir annexe 3 du CCTP</b>
- procédures d'intervention (méthodologie)	<b>Voir annexe 3 du CCTP</b>
- liste des pièces détachées et des matériels soumis à l'usure remplacés au titre du forfait	

↳ **Le rapport d'intervention : ce dernier doit être transmis à l'issue de chaque intervention de manière dématérialisée et/au besoin au format papier.**

En cas de non transmission de ce rapport, la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP sera susceptible de s'appliquer.

↳ **Le rapport de synthèse : au minimum une fois par mois** et chaque fois qu'il est nécessaire, le titulaire devra établir un rapport écrit de synthèse sur l'état et le fonctionnement des installations. Il indiquera les travaux qu'il juge nécessaire de faire réaliser pour parfaire le bon fonctionnement de l'installation et justifier le maintien du niveau de performance.

Il fournira l'état exhaustif des opérations effectuées dans le cadre de la maintenance préventive et corrective au cours de la période précédente.

Il joindra en annexe pour le mois à venir, le planning d'intervention avec leur spécification liée à la maintenance et à la conduite des installations du présent marché.

En cas de non transmission du rapport de synthèse au 20 de chaque mois, sera susceptible de s'appliquer la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.

#### 🔗 **Le rapport annuel :**

En outre, il établira **un rapport annuel** qui sera soumis au visa du représentant désigné.

#### **Ce rapport comprendra un bilan technico-économique décrit ci-dessous.**

🔗 **Bilan technico-économique des installations et historique des appels sur les six derniers mois ou l'année complète comportant au moins les renseignements suivants :**

- Un état des prestations exécutées par le titulaire durant les visites d'entretien et leur périodicité ;
- Les anomalies constatées ;
- Les pièces remplacées ;
- L'état des pièces d'usure. Ceci afin d'anticiper des remplacements et ainsi éviter des maintenances curatives.

En cas de non transmission du rapport annuel dans le délai maximal cité au-dessus, la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP sera susceptible de s'appliquer.

### **5.3 REUNIONS DE COORDINATION**

#### 🔗 **Revue de lancement de marché**

Dès notification, sur le 1er mois le titulaire établira un procès-verbal contradictoire avec l'ancien titulaire. Les prestations de maintenance débuteront à compter de l'ordre de service.

Au plus tard six semaines après la date de notification du marché, le titulaire établira les gammes de maintenance définitives comportant un planning des interventions préventives pour l'année. Ce planning sera remis au service d'ingénierie hospitalière, lors de la première réunion de coordination, revue de lancement de marché (qui doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la notification du marché), à laquelle seront notamment validés :

- le procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements (cf. art 4.2 du CCTP) ;
- le dossier de maintenance préventive des installations (« critère 2 – sous-critère 2.2 - 1.3 » du cadre réponse) ;
- les contraintes d'exploitation en cours et à venir ;
- le formalisme de la fiche de contrôle d'entretien et de la fiche d'intervention de maintenance (corrective, préventive) et d'éventuels travaux ;
- le planning prévisionnel des travaux de mise en conformité sur la première année d'exécution ;
- la fourniture et la pose de compteurs d'énergie, le cas échéant (cf. art 3.2 du CCTP) ;
- le stock de pièces détachées à détenir par le titulaire (« critère 2 – sous-critère 2.2 - 1.3 » du cadre réponse).

Le planning des interventions préventives pourra être modifié en cours d'année, en fonction des conditions d'utilisation des équipements ou d'évènements spécifiques, après acceptation concomitante du titulaire et de l'HIA.

La remise du planning des interventions préventives remise à jour devra être réalisée chaque année dans un délai maximal d'un mois à la date de reconduction du marché.

Le non-respect des délais de remise des gammes de maintenance préventive dans les délais cités au-dessus entraînera l'application de pénalités prévus à l'article 4.2 du CCAP.

### **Réunion trimestrielle**

Dans le délai maximal d'une semaine à compter de chaque-trimestre auront lieu ces réunions de coordination entre le chargé d'affaire du titulaire, le(s) technicien(s) chargé(s) du suivi des installations, l'ingénieur hospitalier (le responsable pour le suivi de l'exécution de la prestation), un ou des représentants désignés par le chef du département logistique.

L'objectif de ces réunions est d'effectuer le bilan précis du bon fonctionnement réglementaire des installations et de fixer des priorités dans les éventuelles modifications à envisager, grâce à l'étude du rapport de synthèse trimestriel.

A l'issue de cette réunion trimestrielle, un procès-verbal écrit est établi par l'HIA Clermont Tonnerre et adressé au titulaire qui devra répondre, par écrit, sous huit jours aux observations notées.

En cas d'absence non justifiée, (le titulaire n'a pas informé l'établissement de son absence dans un délai de 48 heures à une réunion programmée), le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.

### **Réunion de bilan annuel**

Dans le délai maximal d'un mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier de chaque année aura lieu une réunion annuelle entre le chargé d'affaire du titulaire, le(s) technicien(s) chargé(s) du suivi des installations, l'ingénieur hospitalier (le responsable pour le suivi de l'exécution de la prestation), un ou des représentants désignés par le chef du département logistique. La réunion de bilan annuel peut être mutualisée avec la réunion du premier trimestre de chaque année.

Le titulaire s'engage à respecter le plan de progrès économique, organisationnel et qualitatif, environnemental et social annexé à l'acte d'engagement et révisé chaque année (transmis au cours de la réunion de bilan annuel), après accord contradictoire, dans le but :

- De fournir des prestations de qualité, satisfaisant l'HIA, tout en réduisant les coûts d'exploitation, de maintenance, d'énergie et de fluides ;
- D'améliorer en permanence les aspects liés à la sécurité, à l'environnement, à la qualité ;
- De faire profiter l'HIA de tous les progrès de la technique, ainsi que de toutes les améliorations possibles en termes de méthodes, de matériaux et d'outillages ;
- De prendre en compte le développement durable dans toutes ses composantes (économique, sociale et environnementale).

Lors de la réunion de bilan annuel, le titulaire précise :

- Les axes de progrès possibles ;
- Les indicateurs de mesure ;
- Une estimation des gains potentiels ;
- Un planning de mise en œuvre des actions pouvant engendrer des progrès sur l'exécution de l'ensemble des prestations liées au marché.

En cas d'absence non justifiée, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP.

### **Réunion de fin de contrat**

Au plus tard six semaines avant la fin du contrat le prestataire effectuera une contre visite avec le nouveau titulaire.

## **5.4 DEFINITION DU PERSONNEL**

Le ou les technicien(s) chargé(s) de l'entretien, ainsi que le chargé d'affaires, devront posséder des connaissances et de l'expérience validées et vérifiables dans les domaines suivants :

- ◆ Électricité HT/BT courants faibles (habilitations BT) ;
- ◆ Thermodynamique ;
- ◆ Mécanique des fluides ;
- ◆ Mécanique générale ;
- ◆ Tuyauterie ;
- ◆ Réglementation normalisée ;
- ◆ Réglementation sur la sécurité au travail.

La présence d'un stagiaire, en sus des techniciens habilités, devra avoir été signalée par écrit huit (8) jours à l'avance au service d'ingénierie hospitalière.

En cas de présence de personnel avec absence de compétences requises, la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP pourra être appliquée.

## 5.5 PLAN DE PREVENTION

Le titulaire doit dès la notification du marché prendre contact avec le service prévention environnement pour établir un plan de prévention. Ce dernier doit être établi dans un délai maximal de 15 jours à compter de la notification du marché.

Cette prescription est un préalable à toute intervention technique.

En cas de non transmission de ce plan, la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP sera susceptible de s'appliquer.

L'établissement se réserve le droit d'exiger le remplacement de toute personne qui ne donnera pas satisfaction sur la réalisation des prestations du présent marché.

## ARTICLE 6 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ET DELAIS D'INTERVENTION

### 6.1 MAINTENANCE PREVENTIVE

#### 6.1.1 Opérations de maintenance préventive

Le titulaire s'engage à respecter son programme de maintenance.

Le titulaire doit signaler tous les incidents, y compris ceux prévisibles, résultant d'un mauvais fonctionnement (ainsi que les améliorations souhaitables) :

- En cas d'urgence : verbalement, et par courriel, au service d'ingénierie hospitalière (ou le cas échéant à l'officier de permanence, hors heures et jours ouvrables) ;
- En toutes circonstances (à titre de confirmation pour les cas d'urgence) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, adressée à l'HIA Clermont-Tonnerre. A cette lettre, il sera joint un devis détaillé des opérations à effectuer.

La fréquence, la nature et les résultats de ces actions de maintenance préventive seront conformes à ceux spécifiés dans le dossier de maintenance du titulaire et répertoriés sous la forme du rapport de synthèse mensuel.

En ce qui concerne les opérations de grosse maintenance (nettoyage et désinfection des préparateurs ECS, échangeurs ECS, remplacement des filtres...), le titulaire devra adresser les photos prises avant le début des opérations et les photos prises après les opérations. En cas de non remises des photos dans un délai maximal d'une semaine après la fin de l'opération de maintenance, la pénalité prévue à l'article 4.2 du CCAP sera susceptible d'être appliquée.

Les actions de maintenance préventive systématique comprendront au minimum les actions suivantes :

- ***Inspection et contrôle des installations suivant un planning établi par le titulaire (avec pour base le planning prévu à l'annexe 3 du CCTP)*** avec mention et détails des interventions ;
- ***Visite générale planifiée par installation avec examen détaillé*** des différents organes et pouvant impliquer certains démontages ; au cours de ces visites, le titulaire effectuera également des remises en état ou des échanges de matériels altérés : une fiche de contrôle d'entretien sera rédigée à l'issue.

A l'expiration du marché, les installations en activité doivent être en état de continuer normalement leur service.

Toutes les pièces adjointes aux installations dans le cadre de la maintenance restent la propriété de l'administration.

#### 6.1.2 Programmation

Les prestations de maintenance préventive n'entraînant pas de perturbations seront effectuées pendant les heures et jours ouvrables de l'HIA, en accord avec le service d'ingénierie hospitalière et en fonction du programme annuel.

Les opérations de maintenance préventive qui risquent d'entraîner des perturbations seront exécutées en dehors des heures de haute fréquentation de l'HIA C-T et dans tous les cas, après accord entre le titulaire et le service d'ingénierie hospitalière. Ces dates seront planifiées annuellement et devront faire l'objet d'une confirmation à minima, quinze (15) jours avant la date effective de réalisation, auprès de l'HIA.

Tout retard d'intervention par rapport au planning défini en concertation avec le SIH fera l'objet de pénalités prévues à l'article 4.2 du CCAP.

En aucun cas, les interventions de maintenance préventive ne doivent occasionner un arrêt total, non prévu, de fonctionnement des installations.

## 6.2 MAINTENANCE CORRECTIVE

La maintenance corrective a pour objectif la remise état de marche, à compter de la constatation d'une anomalie ou d'un défaut.

Elle peut se décomposer en une phase préliminaire de dépannage avec mise en œuvre de solutions matérielles provisoires visant à rétablir en urgence et au mieux un fonctionnement suffisant.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens techniques et humains nécessaires à maintenir les activités sensibles en activité permanente.

Les interventions qui risquent d'entraîner des perturbations dans le fonctionnement des installations sont réalisées après accord préalable de l'H.I.A. Clermont- Tonnerre.

### 6.2.1 Opérations de maintenance corrective

Les opérations de maintenance corrective sont effectuées après constatation d'une défaillance sur une installation, lors des visites systématiques de maintenance préventive, ou lors d'un dépannage.

Le titulaire définira et mettra en œuvre toutes mesures temporaires pour pallier la défaillance des installations et assurer leur mise en sécurité.

Le titulaire devra assurer provisoirement un dépannage palliatif jusqu'à remplacement définitif des pièces défectueuses.

Le délai d'intervention maximal est fixé à 2 heures pour les installations prioritaires et 4 heures pour les installations non prioritaires. Le délai d'intervention est calculé à compter de l'heure de l'appel téléphonique. La preuve de l'heure de l'appel peut se faire par tous moyens, à titre d'exemple : heure marquée sur le cahier de consigne par l'OP (officier de permanence), autocom, indications de la hotline...Il s'achève à la date et l'heure d'arrivée du technicien.

Le titulaire présentera à l'administration la fiche d'intervention justifiant les mesures prises et les travaux à entreprendre le cas échéant.

Dans ce dernier cas, le titulaire remettra à l'administration un état détaillé comprenant :

- L'installation concernée (situation, bâtiment, étage, pièce, etc) ;
- Le matériel en cause ;
- L'organe défectueux ;
- La liste des pièces détachées à remplacer dont le prix unitaire est supérieur à 600 € HT ;
- Le devis pour remplacement des pièces détachées dont le prix unitaire est supérieur 600 € HT ;
- Le délai indicatif d'approvisionnement ainsi que le délai de réparation définitif ;
- Proposer des solutions palliatives visant à rétablir provisoirement la fonction altérée.

Ce devis devra être également détaillé, équipement par équipement et opération par opération

Après accord de l'administration, ces pièces détachées seront facturées au titre des **prestations hors forfaits** du présent marché. Il devra être appliqué le coefficient de marge du BPU (cf. annexe 2 de l'AE) accompagné du justificatif d'achat si le titulaire est son propre fournisseur de pièce, le coefficient de marge sera appliqué sur le coût de fabrication des pièces.

### 6.2.2 Durée d'indisponibilité

Elle est calculée à compter de la date et l'heure de réception de l'appel. Elle s'achève à la date et heure de remise en fonctionnement normal, ou dégradé par la mise en place de mesures compensatoires, mentionnées dans la fiche de contrôle d'entretien (ou fiche d'intervention).

Toutefois, le titulaire doit respecter dans son offre, les délais maximaux suivants :

- dans le cas de non fonctionnement d'une installation dite "prioritaire", la **durée maximale d'indisponibilité est fixée à 4 heures (7jours/7, 24H/24) à compter de la date et l'heure de réception de l'appel téléphonique par le titulaire et s'achève à la date et heure de remise en fonctionnement normal ou dégradé, par la mise en place de mesures conservatoires.**

**La liste des matériels prioritaires est définie à l'annexe 1 du CCTP (listing des installations surlignées et en bleu).**

- dans le cas du non fonctionnement d'une installation dite "non prioritaire" la **durée maximale d'indisponibilité est fixée à 24 heures** (décompte en jours ouvrables).

Le non- respect des durées d'indisponibilité entraînera l'application de pénalités prévues à l'article 4.2 du CCAP.

### **6.3 FOURNITURES ET PIECES DETACHEES**

Le titulaire s'engage à fournir toutes les pièces de rechange **neuves** ou reconditionné si elles n'existent plus sur le marché dans le cadre des prestations du présent marché.

Les caractéristiques et la qualité des pièces de rechange et des matières consommables indispensables au bon fonctionnement sont celles préconisées par les constructeurs.

Les consommables, pièces détachées, sous-ensembles ou matériels d'un montant inférieur ou égal à 600 € HT, utilisés lors des opérations de maintenance préventive et corrective sont à la charge du titulaire, au titre du forfait.

Le titulaire devra procéder à l'enlèvement réglementaire des pièces qu'il aura remplacées après avoir établi un PV contradictoire avec le représentant désigné, attestant du remplacement des pièces.

Toutes pièces remplacées, doit comporter une garantie d'une (1) année minimum.

Le titulaire fournira une garantie décennale pour les modifications structurelles des installations et une garantie de bon fonctionnement de 12 mois sur les pièces remplacées.

Dans le cas de travaux de maintenance lourd, le titulaire fournira une garantie décennale pour les modifications structurelles des installations et une garantie de bon fonctionnement de 12 mois sur les pièces remplacées

### **6.4 CONTROLE D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Une visite annuelle des installations combinée avec la réunion annuelle (cf. article 5.3 du CCTP), en présence des représentants du titulaire (chargé d'affaire, technicien(s) chargé(s) de l'entretien), et du service d'ingénierie hospitalière de l'HIA Clermont Tonnerre sera effectuée. La date de cette visite sera notifiée par courrier au titulaire par l'HIA un mois avant la date fixée.

Le service d'ingénierie hospitalière de l'HIA Clermont Tonnerre assure le contrôle de l'exécution des prestations dues par le titulaire.

## **ARTICLE 7 – AUTORITES AYANT LE POUVOIR D'AUTORISER LES INTERVENTIONS**

L'autorité chargée de délivrer l'autorisation spéciale d'accès aux installations est le Médecin Général, Médecin-chef de l'HIA Clermont Tonnerre de Brest et par délégation le Gestionnaire de l'HIA Clermont Tonnerre ou le chef du département logistique.

Procédure de demande et de prise en compte d'intervention :

### **Demande d'intervention émanant de l'hôpital d'instruction des armées**

Après avoir effectué les vérifications de premier niveau et si le défaut ou l'alarme persiste :

- Du lundi au vendredi de 8 à 17h00

Le S.I.H. appelle l'assistance téléphonique pour lui demander des conseils, faire établir un diagnostic ou pour prendre la décision de faire intervenir un agent du titulaire ;



- Du lundi au vendredi de 17h00 à 8h00, week-end, jours fériés

L'officier de permanence, en cas de panne induisant un dysfonctionnement, fait appel au titulaire et demande son intervention.

### **Fin d'intervention**

Le titulaire fait signer directement sa fiche de contrôle et d'entretien (ou fiche d'intervention) par le responsable désigné (ou en son absence par l'officier de permanence).